



Rapport d'activités 2020

Sommaire

2020 : l'année en résumé.....	3
1. Les chantiers.....	4
Evaluation de la participation.....	4
Participation et numérique	5
Métropoles participatives	6
Conseils départementaux et démocratie participative.....	6
Projet de revue sur la participation citoyenne.....	7
La coopération dans la transition	7
2. Les ateliers et les rencontres.....	8
3. Les ressources et la diffusion	9
Site internet.....	9
Réseaux sociaux.....	10
Newsletter	10
Interventions ponctuelles.....	11
Publications	11
Prises de position	11
4. Les échanges et les partenariats	12
Associations.....	12
Institutions publiques.....	12
Collectivités territoriales	12
5. Le réseau et l'association	13
Les membres	13
L'association	14

2020 : l'année en résumé



L'année du covid... et des visioconférences

Comme beaucoup, à partir de mars 2020, l'Institut a dû s'adapter à un contexte sanitaire perturbé qui a interdit les rencontres en présentiel et concentré toutes les attentions.



Des activités qui n'ont pas ralenti malgré la crise

L'Institut a organisé 15 ateliers en 2020, soit un de plus qu'en 2019. Deux chantiers se poursuivent (évaluation ; numérique) ; deux nouveaux se sont ouverts (revue ; transition) ; six autres ateliers ont été mis en place ; deux groupes de travail (agents de métropoles ; agents de départements) et deux groupes locaux (Loire-Atlantique ; AuRA) poursuivent leurs échanges.



1560 membres : le réseau poursuit sa progression

Le réseau s'est accru d'une centaine de personnes par rapport à 2019. L'Institut reste le premier réseau national de praticiens de la participation citoyenne.

En matière de participation citoyenne, l'année 2019 avait été marquée par le Grand débat national qui avait fait suite au mouvement des Gilets jaunes. En 2020, c'est la Convention citoyenne sur le climat qui a occupé l'actualité. Mais à partir du mois de mars, le contexte a été bouleversé par la pandémie de covid 19 qui a monopolisé les médias.

1. Les chantiers



Les chantiers correspondent à des activités pluriannuelles de l'Institut, dont le but est de construire une réflexion au long cours et de déboucher sur des propositions opérationnelles, visant à faire évoluer la réglementation et les pratiques.

Evaluation de la participation

L'objectif est de collecter des retours d'expériences sur les méthodes d'évaluation des processus participatifs et de dégager des recommandations méthodologiques. Après deux évènements préliminaires organisés en 2019, quatre ateliers ont été organisés en 2020. Pour ce chantier, l'Institut s'est attaché le concours d'un Comité de suivi de personnes volontaires (Olivier Mérelle, Elodie Degay, Karine Lancement, Hélène Rey-Valette, Julie Riegel) et de Martin Rabaux, en stage pendant 4 mois, qui a réalisé une revue de bibliographie, assuré des entretiens, préparé et animé le premier atelier.

● Atelier du 25 mai 2020. **Retours d'expériences de villes**

- la Ville et Eurométropole de Strasbourg, avec Christophe Bosch, Directeur de la Mission Participation Citoyenne et Pascaline Higel, Chargée d'évaluation des politiques publiques ;
- la Ville de Grenoble, avec Patrick Sérís, Responsable de l'Évaluation des Politiques Publiques et Diego Fernandez Varas, Directeur de projet Démocratie locale.

● Atelier du 18 juin 2020. **Retour d'expériences de Départements**

- le Département de Loire-Atlantique, avec Sophie Brossaud, Service Participation citoyenne et usages numériques, et Georges Cavret, Service Evaluation et contrôle de gestion ;
- le Conseil Départemental de Haute-Garonne, avec Pascal Jarry, Directeur de la Mission Démocratie participative / Egalité femme-homme et Elodie Degay, consultante à Planète Publique qui a accompagné la démarche d'évaluation.

► Atelier du 9 décembre 2020. **Retour d'expériences d'entreprises**

- SNCF Réseau, avec Matthieu Bony, Responsable du pôle concertation et dialogue territorial de la Direction régionale Ile-de-France
- EDF, avec Brigitte Fargevieille, Chef du pôle Appui stratégique Développement Durable.

Ces trois ateliers ont été éclairés par Olivier Mérelle, Directeur chez Planète publique et spécialiste des questions évaluatives.

- Enfin, un **quatrième atelier** a été organisé à Mulhouse le 21 octobre 2020 dans le cadre des Rencontres nationales de la participation. Les participants ont réfléchi à des recommandations tirées des ateliers précédents, aux difficultés de l'évaluation et aux façons de les surmonter.

Une page « Focus » présentant des ressources sur l'évaluation a été mise en ligne sur le site (voir plus loin).

Perspectives pour 2021

- Un atelier de retour d'expériences d'institutions publiques (premier semestre)
- La production de recommandations (deuxième semestre)

Participation et numérique

Un premier chantier engagé en 2015 s'était traduit jusqu'en 2018 par une dizaine d'ateliers de travail dans diverses villes de France. En 2020, la réflexion de l'Institut sur les outils numériques a repris avec les activités suivantes :

- Atelier du 23 juin 2020. **Participation et numérique : entre inclusion et exclusion**
Retours d'expérience de l'association ICI, de la Ville de Mulhouse et de Cap Collectif
- Atelier du 7 juillet 2020. **Participation et numérique : délibérer via le numérique ?** Retours d'expérience du Département de l'Ardèche, de la Commission Nationale du Débat Public, de l'Organisation Internationale pour la Francophonie (OIF) et de Bluenove
- Débat du 21 octobre 2020 à Mulhouse, dans le cadre des Rencontres nationales de la participation, sur le thème : **L'inclusion numérique, un oubli de la participation ?**

Perspectives pour 2021

- Un partenariat avec la Fondation internet nouvelle génération (FING) dans le cadre de son programme RESET et l'organisation d'un cycle d'ateliers « Participation numérique : quelle(s) trajectoire(s) ? » dès le premier semestre.

Métropoles participatives

Un groupe de travail composé d'agents de métropoles s'est réuni à partir de fin 2019 pour échanger sur des sujets d'intérêt commun et confronter leurs pratiques participatives. Ce groupe a identifié les conditions de réussite d'une politique métropolitaine de la participation délibérative et inclusive, résumées dans un Manifeste des métropoles participatives qui a été diffusé en 2020. Il a notamment été présenté lors d'un atelier organisé le 20 octobre 2020 à Mulhouse, en partenariat avec Décider Ensemble, dans le cadre des Rencontres nationales de la participation.

Des agents des métropoles et grandes villes suivantes ont participé à ces échanges:

Aix-Marseille Provence métropole
Bordeaux Métropole (Conseil de développement durable)
Brest Métropole et ville
Grenoble Alpes Métropole
Métropole Européenne de Lille
Grand Lyon
Métropole du Grand Nancy (Conseil de développement)
Nantes Métropole
Metz Métropole (Conseil de développement)
Orléans Métropole et Ville
Ville de Rennes
Rouen Normandie Métropole
Saint-Etienne Métropole (Conseil de développement)
Tours Métropole Val de Loire (Conseil de développement)

Perspectives pour 2021

- ▮ Ce groupe continuera à se réunir périodiquement (environ 1 fois par semestre) pour échanger sur les pratiques, expériences et questionnements sur des sujets d'intérêt commun.

Conseils départementaux et démocratie participative

Un groupe d'agents de Conseils départementaux en charge des questions de participation citoyenne se réunit avec l'Institut depuis 2018 et s'est peu à peu élargi. Il regroupe des participants des Conseils départementaux de :

Ardèche
Aude
Gironde
Gers
Haute-Garonne
Landes
Loire-Atlantique
Maine-et-Loire
Ille-et-Vilaine
Val de Marne
Pyrénées-Atlantiques
Pyrénées-Orientales.

L'objectif est de partager des ressources, retours d'expérience et outils utiles aux praticiens des Départements, sur des sujets d'actualité.

Perspectives pour 2021

- ▮ Ce groupe continuera à se réunir périodiquement (environ 1 fois par semestre) pour échanger sur les pratiques, expériences et questionnements sur des sujets d'intérêt commun.
- ▮ A l'occasion du scrutin départemental en juin 2021, le Conseil d'administration de l'Institut souhaite inviter les élus actuels et futurs à mettre la participation citoyenne au cœur de l'action publique des Départements.

Projet de revue sur la participation citoyenne

En 2020, l'Institut a lancé un nouveau projet : la création d'une revue sur la concertation et la participation citoyenne. Il s'agit d'une revue en format numérique qui souhaite constituer le débouché d'un espace de débat sur la participation citoyenne et une contribution à une réflexion sur sa contribution aux réponses à donner aux questions de société.

Un « groupe projet » a été constitué. Il est composé de l'Institut et de plusieurs institutions publiques : l'Agence nationale pour la Cohésion des Territoires, le Commissariat général au développement durable du ministère de la Transition écologique, la Délégation ministérielle pour la transformation publique et la Commission nationale du débat public.

Ce groupe s'est réuni pour définir les contours du projet. En 2021, il poursuivra son travail pour affiner le projet éditorial, le support, la diffusion et le lectorat, la gouvernance et le modèle économique. L'année 2021 devra permettre de valider – ou non – la poursuite du projet.

La coopération dans la transition

Ce nouveau chantier ouvert en 2020 a pour objectifs de confronter les pratiques et expériences des acteurs de la participation et de ceux de la transition. En 2020, trois réunions de travail ont été organisées et ont permis à l'Institut de mobiliser des partenaires, notamment en région Auvergne-Rhône-Alpes : Cerlosem, LaboCités, MAI, Rurener, Coopawatt, tadaa.

Perspectives pour 2021

- ▮ Ce groupe lancera en 2021 un cycle de 14 ateliers en visioconférence et organisera, si possible, une rencontre physique.

2. Les ateliers et les rencontres



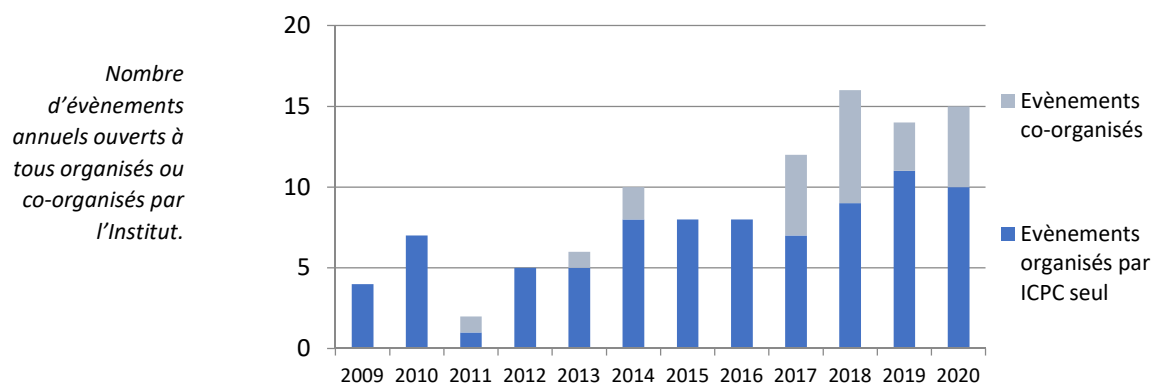
Outre les évènements mis en place dans le cadre des chantiers précédents, l'Institut a organisé six ateliers en 2020 :

- 29 octobre 2020. **Réforme du CESE, loi ASAP... où va le droit de la participation en 2020 ?** (Webinaire) Avec les éclairages des juristes Camille Morio et Marine Fleury ainsi que Chantal Jouanno (commission nationale du débat public) ; Michel Badré et Dominique Gillier (Conseil économique social et environnemental).
- 24 septembre 2020. **Une participation sur la délibération ? Au secours ! Comment faire ?** (Visioconférence). Atelier organisé avec la Coordination nationale des Conseils de Développement.
- 29 juin 2020. **Autoconsommation collective dans les logements sociaux : retour d'expériences et échanges.** Webinaire organisé avec MAI, Appia Capacity et le réseau Rurener.
- 18 mai 2020. **Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la situation d'avant-crise** (Webinaire) Entretien de Bruno Latour par Loïc Blondiaux.
- 7 mai 2020. **Comment poursuivre la participation des publics en temps de crise sanitaire ?** (Visioconférence). Rencontre de l'ICPC 44.
- 30 janvier 2020. **Tiers-Lieux et empowerment citoyen** (Nantes). Afterwork de l'ICPC 44.

Deux groupes régionaux, composé d'une diversité de membres et sympathisants de l'Institut (consultants, agents de collectivités, salariés ou membres d'associations...) sont actifs :

- en Loire-Atlantique, le groupe local poursuit ses échanges. En 2020, il a organisé les deux derniers évènements ci-dessus ;
- en région Auvergne-Rhône-Alpes, un groupe s'est formé en septembre 2020 et se retrouve tous les mois autour de « bulles » de discussion en visioconférence.

Depuis sa création, l'Institut a organisé 107 évènements ouverts à tous (en plus des réunions de travail des groupes Métropoles et Conseils départementaux) dont 15 en 2020.



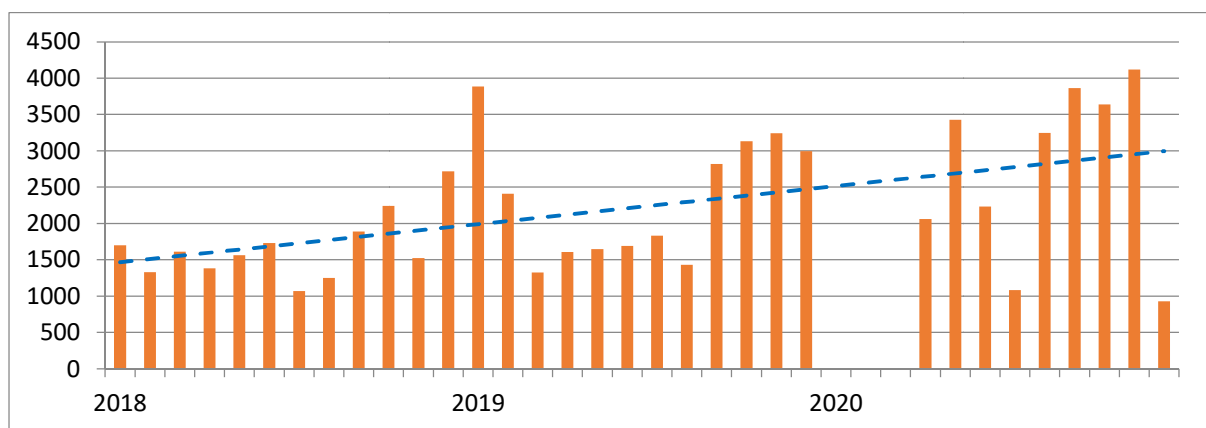
3. Les ressources et la diffusion



Depuis 2017, l'Institut développe ses activités de diffusion et met des ressources à disposition de ses membres.

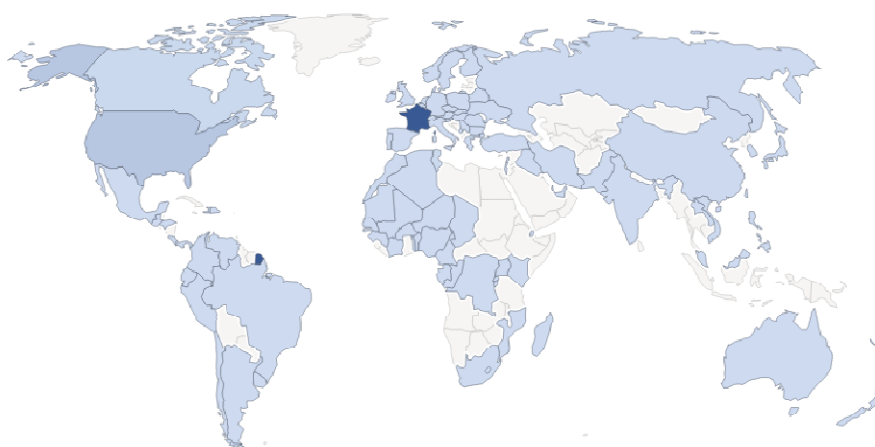
Site internet

La fréquentation du site internet de l'Institut est en augmentation (+21% depuis 2019), le nombre de visiteurs uniques étant de 120 par jour au dernier trimestre 2020. Pendant la même période, 25 documents étaient téléchargés chaque jour depuis le site de l'Institut.



Visiteurs uniques journaliers agrégés mensuellement de janvier 2018 à décembre 2020. En pointillés : courbe de tendance. La série statistique est interrompue de janvier à mars 2020 du fait de la migration du site internet (perte de données).

Les internautes se situent très majoritairement en France métropolitaine mais des connexions sont opérées depuis les DOM et des pays étrangers, notamment Union européenne et États-Unis.



Origine géographique des visiteurs du site internet de l'Institut

La partie « Ressources » est alimentée par une veille régulière. Elle comporte :

- Des documents (écrits ou audiovisuels) très majoritairement en téléchargement gratuit. Le cap des 1000 documents a été passé début 2021 ;
- Des annonces de formations ;
- Des évènements ;
- Des offres d'emplois et de stages ;
- Des liens vers des bases de données bibliographiques, des bases d'expériences de concertation et de participation ainsi que des réseaux étrangers.

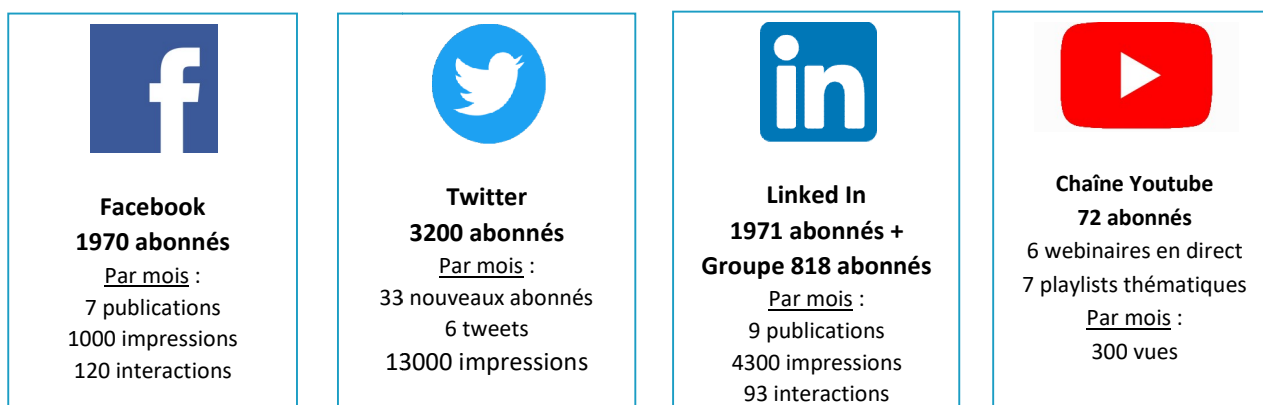
En 2020, quatre nouvelles pages « Focus » ont été créées. Elles font le point sur une thématique et guident l'internaute vers des ressources en ligne (celle de l'Institut et d'autres sites). Les thématiques sont les suivantes :



- Évaluation de la participation
- La participation en temps de crise
- Design et participation
- Participation et numérique.

Réseaux sociaux

L'Institut est présent sur les réseaux sociaux Twitter, Facebook et LinkedIn, et depuis mai 2020, sur Youtube. En avril 2021, cet impact était mesuré ainsi :



Publications : nouvelles partagées par l'Institut sur les réseaux sociaux. Impressions : mesure du temps de présence de nos nouvelles sur les écrans. Interactions : réponses d'autres personnes (clics « j'aime » ou transfert de nos nouvelles).

Newsletter

La newsletter est envoyée tous les trois mois à plus de 1900 destinataires. Elle informe sur les activités de l'Institut, les publications sur le site, les offres d'emploi, les formations ou les évènements à venir.

Une newsletter spécifique est également adressée aux membres adhérents. Elle les informe plus en amont de nos projets et les invite à s'y associer.

Interventions ponctuelles

L'Institut est invité à contribuer à des rencontres, réunions de travail, conférences ou événements divers organisés par des organismes publics, des associations, des fondations, des collectivités territoriales. En 2020, les interventions suivantes ont été réalisées par l'Institut.

- Participation aux Rencontres du dialogue citoyen organisées par le Conseil Départemental de Haute Garonne (Toulouse).
- Participation au débat sur la concertation organisé le 25 février 2020 par le Cercle de la Réforme de l'Etat autour de Mme Emmanuelle Wargon, Secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire.
- Participation à la préparation des activités de Nantes Métropole dans le cadre de l'évènement « Nantes capitale européenne de l'innovation » et intervention à la table ronde le 10 octobre 2020 « Métropoles innovantes, la course au vaccin démocratique ? »
- Entretien, le 2 novembre 2020, avec M. Marc Fesneau, ministre des Relations avec le Parlement et de la participation citoyenne ; envoi d'une note de propositions.
- Participation, le 27 novembre 2020, aux cousinades inter-réseaux organisées par le Conseil départemental de la Gironde.
- Participation au jury de présélection et de sélection des candidatures reçues dans le cadre de l'appel à projets "Participation citoyenne sur les territoires" lancé par la Délégation interministérielle à la transformation publique (DITP).
- Contribution à l'étude « Participation citoyenne : comment entraîner la société entière ? » menée par Mélanie Carrière à la demande de l'association Décider Ensemble.
- Participation au comité de suivi du recueil « Faire participer les citoyens. Cas pratiques en Île-de-France » porté par la DRIEE Île-de-France.

Publications

En 2020, l'Institut a :

- Rédigé l'introduction du dossier « Participation citoyenne, l'urgence d'agir » de la revue Espaces Naturels (écrit par Hélène Cauchoix).
- Enregistré une intervention vidéo sur le thème de la participation citoyenne, à la demande de l'AREC et de la Région Occitanie, afin de contribuer au MOOC « Découvrir la transition énergétique pour agir en Occitanie » (Pierre-Yves Guihéneuf).

Prises de position

En 2020, l'Institut a diffusé sur son site et sur les réseaux sociaux :

- le Manifeste des métropoles participatives ;
- une adresse aux élu.e.s des nouveaux conseils municipaux, communautaires, d'agglomération et métropolitains intitulée « Transition démocratique et participation citoyenne au rendez-vous des territoires », qui a été co-signée par environ soixante-dix praticiens, élus et universitaires.

4. Les échanges et les partenariats



L'Institut entretient des relations régulières avec plusieurs organismes actifs dans le champ de la participation, soit autour d'activités co-organisées, soit sous forme d'échange d'informations. Ces relations concernent particulièrement :

Associations

- ▮ Les associations Décider Ensemble et Démocratie Ouverte, avec qui nous échangeons régulièrement de l'information sur nos activités mutuelles à des fins de coordination et avec qui nous sommes engagés dans des activités comme la préparation et l'organisation des Rencontres nationales de la Participation ou encore la plateforme « Territoires en commun ».
- ▮ La Coordination nationale des Conseils de développement avec laquelle nous avons organisé un atelier sur les nouvelles obligations pour les intercommunalités.
- ▮ La FING (Fondation internet nouvelle génération) avec qui nous sommes associés pour une réflexion sur les usages des outils numériques dans les démarches de participation.

Institutions publiques

- ▮ Les institutions publiques impliquées dans le projet de revue sur la participation citoyenne : l'Agence nationale pour la Cohésion des Territoires, le Commissariat général au développement durable du ministère de la Transition écologique, la Délégation ministérielle pour la transformation publique et la Commission nationale du débat public.
- ▮ L'Agence nationale pour la cohésion des territoires, qui nous a sollicités en 2020 pour nous associer au projet « Territoires en commun » dont l'objectif est de faciliter la mise en réseau de petites collectivités et leur accès à une ingénierie de la coopération, de la concertation et de la participation citoyenne.

Collectivités territoriales

- ▮ Le Conseil départemental de Haute-Garonne qui nous associe depuis plusieurs années à son rendez-vous annuel, les Rencontres du dialogue citoyen.
- ▮ A travers leur participation au groupe de travail « Conseils départementaux et démocratie participative », les services de la participation citoyenne, dialogue citoyen ou de la démocratie participative des Conseils départementaux de l'Ardèche, Aude, Gironde, Gers, Haute-Garonne, Landes, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Val de Marne, Pyrénées-Atlantiques, Pyrénées-Orientales.
- ▮ A travers leur participation au groupe de travail « métropoles participatives », les services en charge de la participation citoyenne, dialogue citoyen, démocratie participative des métropoles, ou de leur Conseil de développement ou de la ville-centre : d'Aix-Marseille, Bordeaux, Brest, Grenoble, Lille, Lyon, Metz, Nancy, Nantes, Orléans, Rennes, Rouen, Saint-Etienne et Tours.

5. Le réseau et l'association

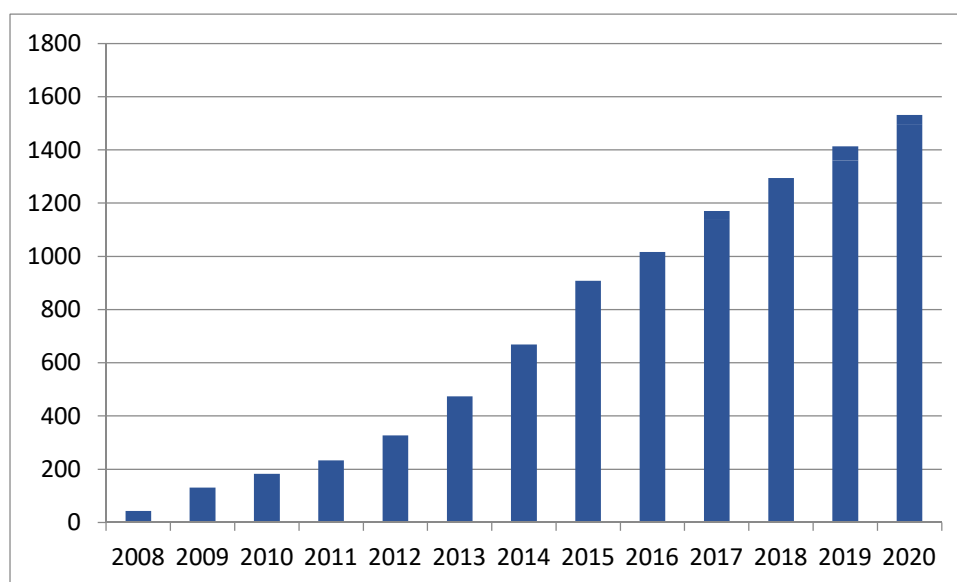
Les membres

L'Institut distingue :

- ▮ **Les membres simples**, qui souscrivent aux principes énoncés dans le manifeste de l'Institut et marquent de cette façon leur appartenance au réseau.
- ▮ **les membres adhérents**, qui adhèrent en outre à l'association, s'acquittent d'une cotisation et ont ainsi un droit de vote lors des assemblées générales.



Fin 2020, le réseau comptait 1563 membres (membres simples et membres adhérents). La croissance du nombre de membres depuis la création du réseau est présentée sur ce graphique.

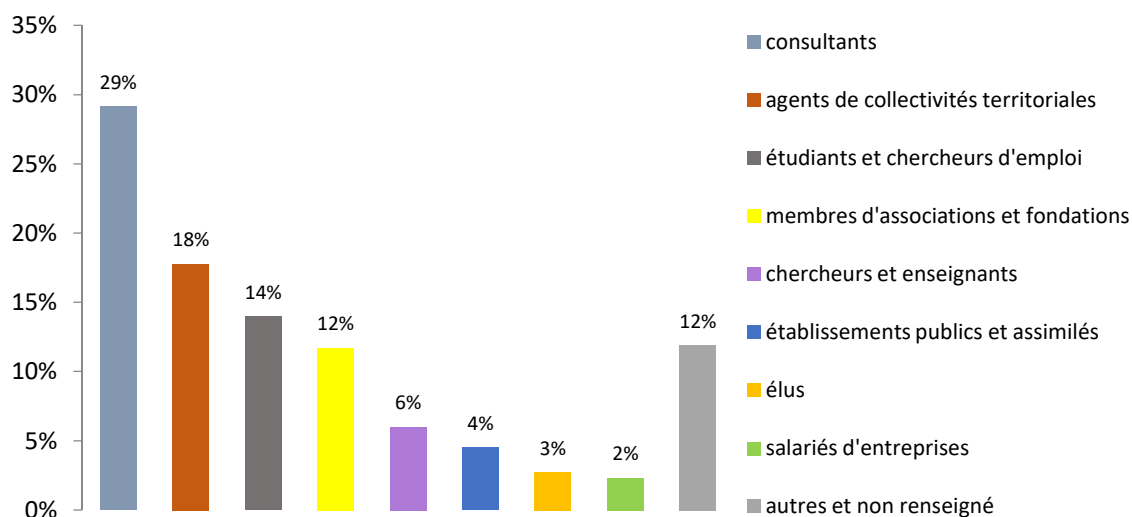


Évolution du nombre de membres

Fin 2020, l'association ICPC comptait 38 membres (personnes physiques) adhérents et 30 membres (personnes morales), c'est-à-dire versant une cotisation. En 2020, le nombre de personnes physiques adhérentes a diminué et le nombre de membres personnes morales adhérentes a augmenté. Globalement, les adhérents continuent de représenter une petite fraction (4 à 5%) du total des membres.

Profil des membres simples

La diversité des membres individuels reste une constante depuis la création de l'Institut. Le graphique ci-après présente la part relative des différentes catégories de membres (personnes physiques).



Au cours du temps, la part relative des consultants diminue légèrement (-2 points au cours des cinq dernières années) ainsi que celle des membres d'associations (-4 pts) au profit de la part des agents de collectivité (+2 pts), des étudiants et chômeurs (+2 pts) et des élus (+1 pt).

L'association

La gouvernance

Le Conseil d'administration de l'Institut réélu lors de la dernière assemblée générale est composé de treize personnes :

- Etienne Ballan co-président et trésorier
- Sylvie Barnezet
- Christophe Beurois
- Loïc Blondiaux
- Hélène Cauchoix co-présidente
- Judith Ferrando co-présidente
- Aline Guérin
- Pascal Jarry
- Clément Mabi
- Damien Mouchague
- David Prothais
- Sandra Rataud
- Gilles-Laurent Rayssac

L'équipe salariée est constituée de deux personnes :

- Pierre-Yves Guihéneuf, délégué général (40% d'un temps plein).
- Émeline Perrin, chargée de mission (1 temps plein).

Le fonctionnement

L'équipe assure le fonctionnement administratif de l'association, les relations avec les membres, la logistique des activités, l'animation et le secrétariat des événements.

Les membres du Conseil d'administration sont actifs dans l'organisation des chantiers, l'animation de certaines rencontres et ateliers, la définition des orientations de l'association, la représentation externe et les partenariats.

L'association fonctionne également grâce à l'implication de membres bénévoles qui, en région, proposent, organisent et animent ses activités.

Les locaux

Nous avons quitté les locaux précédemment loués à Superpublic, dans le 11^e arrondissement de Paris. Nous étions co-fondateurs de cette association, aux côtés de la 27^e Région et d'autres associations, qui louait les locaux de Superpublic ainsi que ceux des Halles Belleville. Mais la crise du covid a mis en difficulté certains co-locataires, les baux ont été résiliés et l'association Les Halles Civiques a été mise en liquidation. Actuellement, l'Institut n'occupe donc plus de bureaux parisiens. Un espace partagé est loué à Rennes où réside Emeline Perrin.